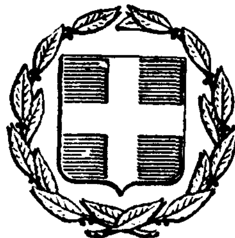


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 13 ΙΟΥΛΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 184

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1176

Περὶ κυρώσεως τῆς ψηφισθείσης εἰς Γενεύην τὸ 1976, ὑπ' ἀριθ. 144 Διεθνοῦς Συμβάσεως 'Εργασίας «περὶ τῶν τριμερῶν συνεννοήσεων διὰ τὴν προώθησιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διεθνῶν κανόνων ἐργασίας» καὶ ρυθμίσεως θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῆς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς ἀπεφασίσαμεν:

"Αρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου, ἡ ὑπ' ἀριθ. 144 Διεθνὴς Σύμβασις 'Εργασίας «περὶ τῶν τριμερῶν συνεννοήσεων διὰ τὴν προώθησιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διεθνῶν κανόνων ἐργασίας», ψηφισθεῖσα κατὰ τὴν 61ην σύνοδον τῆς Γενικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Διεθνοῦς 'Οργανώσεως 'Εργασίας τοῦ ἔτους 1976, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν 'Ελληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

CONVENTION 144

Convention concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en oeuvre des normes internationales du travail.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d' administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 2 juin 1976, en sa soixante et unième session;

Rappelant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes - en particulier la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et la recommandation sur la consultation aux échelons industriel et national, 1960 - qui affirment le droit des employeurs et des travailleurs d'établir des organisations libres et indépendantes et demandent que des mesures soient prises pour promouvoir des consultations efficaces au niveau national entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que les dispositions de nombreuses conventions et recommandations internationales du travail qui prévoient la consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs sur les mesures à prendre pour leur donner effet;

Après avoir examiné la quatrième question à l'ordre du jour de la session, qui est intitulée: «Création de mécanismes tripartites chargés de promouvoir la mise en ceuvre des normes internationales du travail», et après avoir décidé d'adopter certaines propositions concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en oeuvre des normes internationales du travail;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent soixanteseize, la convention ci - après, qui sera dénommée Convention sur les consultations tripartites rebatives aux normes internationales du travail, 1976.

Article 1

Dans la présente convention, les termes «organisations représentatives» signifient les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs, jouissant du droit à la liberté syndicale.

Article 2

1. Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à mettre en oeuvre des procédures qui assurent des consultations efficaces entre les représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs sur les questions concernant les activités de l'Organisation internationale du Ttravail, éconcées à l'article 5, paragraphe 1, ci - dessous.

2. La nature et la forme des procédures prévues au paragraphe I du présent article seront déterminées dans chaque pays, conformément à la pratique nationale, après consultation des organisations représentatives, s'il en existe et si de telles procédures n'ont pas encore été établies.

Article 3

1. Aux fins des procédures visées par la présente convention, les représentants des employeurs et des travailleurs seront choisis librement par leurs organisations représentatives, s'il en existe.

2. Les employeurs et les travailleurs seront représentés sur un pied d'égalité au sein de tout organisme au moyen duquel les consultations auraient lieu.

Article 4

1. L'autorité compétente assumera la responsabilité du support administratif des procédures visées par la présente convention.

2. Des arrangements appropriés seront pris entre l'autorité compétente et les organisations représenta-

tives, s'il en existe, pour le financement de toute formation nécessaire aux personnes participant à ces procédures.

Article 5

1. Les procédures visées par la présente convention devront avoir pour objet des consultation sur:

a) les réponses des gouvernements aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail et les commentaires des gouvernements sur les projets de textes qui doivent être discutés par la Conférence;

b) les propositions à présenter à l'autorité ou aux autorités compétentes en relation avec la soumission qui doit leur être faite des conventions et recommandations, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail;

c) le réexamen, à des intervalles appropriés, de conventions non ratifiées et de recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet, pour envisager les mesures qui pourraient être prises afin de promouvoir leur mise en oeuvre et leur ratification, le cas échéant;

d) les questions que peuvent poser les rapports à présenter au Bureau international du Travail au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail;

e) les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées.

2. Afin d'assurer un examen adéquat des questions visées au paragraphe 1 du présent article, des consultations auront lieu à des intervalles appropriées fixés d'un commun accord, mais au moins une fois par an.

Article 6

Lorsque cela paraît approprié après consultation avec les organisations représentatives, s'il en existe, l'autorité compétente produira un rapport annuel sur le fonctionnement des procédures visées par la présente convention.

Article 7

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'entegistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ 144

Περὶ τῶν τριμερῶν συνεννοήσεων διὰ τὴν προώθησιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διεθνῶν κανόνων ἐργασίας.

Ἡ Γενικὴ Συνδιάσκεψις τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας συγκληθεῖσα ἐν Γενεύῃ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ συνελθοῦσα αὐτόθι τὴν 2αν Ἰουνίου 1976 εἰς τὴν ἑξηκοστὴ πρώτην σύνοδον αὐτῆς.

Ἀφοῦ ὑπέμνησε τοὺς ὅρους τῶν ὑφισταμένων διεθνῶν συμβάσεων καὶ συστάσεων ἐργασίας, ἰδία τὴν σύμβασιν περὶ συνδικαλιστικῆς ἐλευθερίας καὶ προστασίας τοῦ συνδικαλιστικοῦ δικαιώματος, 1948, τὴν σύμβασιν περὶ τοῦ δικαιώματος ὀργανώσεως καὶ συλλογικῆς διαπραγματεύ-

σεως, 1949, καὶ τὴν σύστασιν περὶ συνεννοήσεων ἐπὶ ἐθνικοῦ καὶ βιομηχανικοῦ ἐπιπέδου, 1960 διὰ τῶν ὁποίων ἐπιβεβαιοῦται τὸ δικαίωμα τῶν ἐργοδοτῶν καὶ ἐργαζομένων ὅπως συνιστοῦν ἐλευθέρους καὶ ἀνεξαρτήτους ὀργανώσεις καὶ ζητεῖται ἡ λῆψις μέτρων πρὸς προώθησιν ἀποτελεσματικῶν συνεννοήσεων, ἐπὶ ἐθνικοῦ ἐπιπέδου, μεταξὺ τῶν δημοσίων ἀρχῶν καὶ τῶν ἐργοδοτικῶν καὶ ἐργατικῶν ὀργανώσεων, ὡς καὶ τὰς διατάξεις πλείστων διεθνῶν συμβάσεων καὶ συστάσεων ἐργασίας ὑπὸ τῶν ὁποίων προβλέπεται ἡ συνεννόησις μετὰ τῶν ἐργοδοτικῶν καὶ ἐργατικῶν ὀργανώσεων ἐπὶ τῶν ληπτέων μέτρων ἵνα δοθῇ ἰσχὺς εἰς ταύτας.

Ἀφοῦ ἐξήτασε τὸ τέταρτον θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου, τὸ ὁποῖον φέρει τὸν τίτλον «Δημιουργία τριμερῶν μηχανισμῶν ἐπιφορτισμένων μὲ τὴν προώθησιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διεθνῶν κανόνων ἐργασίας» καὶ ἀφοῦ ἀπεφάσισε τὴν ἀποδοχὴν ὡρισμένων προτάσεων σχετικῶν πρὸς τὰς τριμερεῖς συνεννοήσεις τὰς προοριζομένας διὰ τὴν προώθησιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διεθνῶν κανόνων ἐργασίας.

Ἀφοῦ ἀπεφάσισεν ὅτι αἱ προτάσεις αὗται δέον νὰ λάβουν τὸν τύπον διεθνοῦς συμβάσεως.

Ἀποδέχεται, σήμερον 21ην Ἰουνίου τοῦ ἔτους 1976 τὴν ὡς ἕπεται σύμβασιν, ἥτις θὰ ἀποκαλῆται σύμβασις περὶ τῶν τριμερῶν συνεννοήσεων σχετικῶν πρὸς τοὺς διεθνεῖς κανόνας ἐργασίας, 1976.

Ἄρθρον 1.

Εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν οἱ ὅροι «ἀντιπροσωπευτικαὶ ὀργανώσεις» σημαίνουν τὰς πλέον ἀντιπροσωπευτικὰς ἐργοδοτικὰς καὶ ἐργατικὰς ὀργανώσεις, αἱ ὁποῖαι ἀπολαύουν τοῦ δικαιώματος τῆς συνδικαλιστικῆς ἐλευθερίας.

Ἄρθρον 2

1. Πᾶν Μέλος τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν σύμβασιν, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως θέσῃ εἰς ἐφαρμογὴν διαδικασίας, αἱ ὁποῖαι θὰ διασφαλίζουν ἀποτελεσματικὰς συνεννοήσεις μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς κυβερνήσεως, τῶν ἐργοδοτῶν καὶ τῶν ἐργαζομένων, ἐπὶ θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὰς δραστηριότητας τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 5 παρ. 1 κατωτέρω.

2. Ἡ φύσις καὶ ὁ τύπος τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένων διαδικασιῶν, καθορίζονται εἰς ἑκάστην χώραν, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν πρακτικήν, κατόπιν συνεννοήσεων μετὰ τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων, ἐφ' ὅσον ὑφίστανται τοιαῦται καὶ ἐφ' ὅσον δὲν ἔχουν εἰσέτι καθιερωθῇ τοιαῦται διαδικασίαι.

Ἄρθρον 3.

1. Διὰ τὰς ἐξεταζομένας ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως διαδικασίας οἱ ἐργοδοτικοὶ καὶ ἐργατικοὶ ἀντιπρόσωποι θὰ ἐπιλέγωνται ἐλευθέρως ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεών των, ἐφ' ὅσον ὑφίστανται τοιαῦται.

2. Οἱ ἐργοδόται καὶ ἐργαζόμενοι, ἐκπροσωποῦνται ἐπὶ ἴσης βάσεως ἐντὸς παντὸς ὀργανισμοῦ, μέσῳ τοῦ ὁποίου πραγματοποιοῦνται αἱ συνεννοήσεις.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ θὰ ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην τῆς διοικητικῆς ὑποστηρίξεως τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένων διαδικασιῶν.

2. Μεταξὺ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς καὶ τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων, ἐὰν ὑφίστανται τοιαῦται, θὰ γίνουν οἱ ἀπαραίτητοι διακανονισμοὶ διὰ τὴν χρηματοδότησιν πάσης ἐκπαιδεύσεως ἀναγκαίας εἰς τὰ μετέχοντα τῶν διαδικασιῶν τούτων πρόσωπα.

Ἄρθρον 5.

1. Αἱ ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπόμεναι διαδικασίαι, δέον ὅπως ἔχουν ὡς ἀντικείμενον συνεννοήσεις ἐπὶ τῶν κάτωθι θεμάτων :

α) Τῶν κυβερνητικῶν ἀπαντήσεων εἰς τὰ ἐρωτηματολόγια ἐπὶ θεμάτων ἐγγεγραμμένων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως Ἐργασίας, ὡς καὶ τῶν κυβερνητικῶν παρατηρήσεων σχετικῶς πρὸς τὰ προσχέδια κειμένων, τὰ ὁποῖα δέον ὅπως συζητηθοῦν ὑπὸ τῆς Συνδιασκέψεως.

β) Τῶν προτάσεων, αἱ ὁποῖαι πρόκειται νὰ διατυπωθοῦν πρὸς τὴν ἢ τὰς ἁρμοδίας ἀρχάς, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν ὑποχρέωσιν ὑποβολῆς εἰς ταύτας τῶν συμβάσεων καὶ συστάσεων, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 19 τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας.

γ) Τῆς ἐπανεξετάσεως εἰς κατάλληλα χρονικὰ διαστήματα μὴ ἐπικυρωθεισῶν συμβάσεων καὶ συστάσεων, εἰς τὰς ὁποίας δὲν ἐδόθη εἰσέτι ἰσχύς, πρὸς ἐξέτασιν τῶν μέτρων ἅτινα δύνανται νὰ ληφθοῦν, πρὸς προώθησιν τῆς ἐφαρμογῆς καὶ ἐνδεχομένως τῆς κυρώσεως τούτων.

δ) Τῶν ζητημάτων τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ προκύψουν ἐκ τῶν ὑποβαλλομένων εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐργασίας ἐκθέσεων, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 22 τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας.

ε) Τῶν προτάσεων, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν καταγγελίαν ἐπικυρωθεισῶν συμβάσεων.

2. Ἵνα διασφαλισθῇ ἡ ἀποτελεσματικὴ ἐξέτασις τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων θεμάτων, δέον ὅπως λαμβάνουν χώραν συνεννοήσεις, εἰς κατάλληλα χρονικὰ διαστήματα, καθοριζόμενα διὰ κοινῆς συμφωνίας, τοὐλάχιστον ὅμως ἅπαξ τοῦ ἔτους.

Ἄρθρον 6.

Ὁσάκις κρίνεται σκόπιμον, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων, ἐὰν ὑφίστανται τοιαῦται, ἡ ἁρμόδια ἀρχή, θὰ καταρτίζῃ ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς λειτουργίας τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένων διαδικασιῶν.

Ἄρθρον 7.

Αἱ ἐπίσημοι ἐπικυρώσεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἀνακοινοῦνται πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας, παρ' οὗ καὶ καταχωρίζονται.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις δεσμεύει μόνον τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, ὧν ἡ ἐπικύρωσις ἔχει καταχωρισθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

2. Αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καταχώρισιν τῶν ἐπικυρώσεων δύο Μελῶν.

3. Ἀκολούθως ἡ σύμβασις αὕτη, ἄρχεται ἰσχύουσα δι' ἕκαστον Μέλος, δώδεκα μῆνας ἀφ' ἧς καταχωρισθῇ ἡ ἐπικύρωσις αὐτοῦ.

Ἄρθρον 9.

1. Πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν σύμβασιν, δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην μετὰ πάροδον δεκαετίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἀρχικῆς ἰσχύος αὐτῆς, διὰ πράξεως ἀνακοινουμένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ ὑπ' αὐτοῦ καταχωριζομένης.

Ἡ καταγγελία θέλει ἰσχύσει μετὰ πάροδον ἔτους ἀπὸ τῆς καταχωρίσεώς της.

2. Πᾶν Μέλος, ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν σύμβασιν, τὸ ὁποῖον, ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ μνημονευομένης δεκαετίας, δὲν ἔχει κάμει χρῆσιν τῆς ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης δυνατότητος καταγγελίας, δεσμεύεται διὰ μίαν νέαν δεκαετίαν καὶ συνεπῶς θὰ δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν σύμβασιν, ἅμα τῇ λήξει ἑκάστης δεκαετίας, ὑπὸ τοὺς ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 10.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας γνωστοποιεῖ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας τὴν καταχώρισιν πασῶν τῶν ἐπικυρώσεων καὶ καταγγελιῶν, αἵτινες τῷ ἔχουν ἀνακοινωθῇ ὑπὸ τῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως.

2. Γνωστοποιῶν εἰς τὰ Μέλη τῆς Ὀργανώσεως, τὴν καταχώρισιν τῆς δευτέρας ἐπικυρώσεως, ἥτις τῷ ἔχει ἀνακοινωθῆ, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐφιστᾶ τὴν προσοχὴν τῶν μελῶν τῆς Ὀργανώσεως ἐπὶ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἡ παροῦσα σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα.

Ἄρθρον 11.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας, ἀνακοινοῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γρμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, πρὸς καταχώρισιν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, πλήρεις πληροφορίας ἐπὶ ὅλων τῶν ἐπικυρώσεων καὶ πράξεων καταγγελίας, τὰς ὁποίας ἔχει καταχωρίσει, συμφώνως πρὸς τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Ἄρθρον 12.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας, ὁσάκις κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνδιάσκεψιν, ἔκθεσιν περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ ἐξετάζει ἂν συντρέχῃ περίπτωσις ἐγγραφῆς εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεωρήσεως αὐτῆς.

Ἄρθρον 13.

1. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ Συνδιάσκεψις ἀποδεχθῇ νεωτέραν σύμβασιν, ἐπαγομένην ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης συμβάσεως, καὶ ἐφ' ὅσον ἡ νεωτέρα σύμβασις δὲν ὁρίζει ἄλλως :

α) Ἡ ἐπικύρωσις ὑπὸ Μέλους τῆς νεωτέρας συμβάσεως, τῆς ἀναθεωρούσης τὴν παροῦσαν, ἐπάγεται αὐτοδικαίως παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου 9, ἄμεσον καταγγελίαν τῆς παρούσης συμβάσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύι ἡ ἀναθεωροῦσα ταύτην νεωτέρα σύμβασις.

β) Ἀφ' ἧς ἡ ἐπαγομένη τὴν ἀναθεώρησιν νεωτέρα σύμβασις τεθῇ ἐν ἰσχύι ἡ παροῦσα σύμβασις παύει οὖσα δεκτικὴ ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῶν Μελῶν.

2. Ἡ παροῦσα σύμβασις παραμένει ἐν πάσῃ περιπτώσει ἐν ἰσχύι, ὑπὸ τὸν τύπον καὶ τὸ περιεχόμενον αὐτῆς, διὰ τὰ Μέλη ἅτινα ἐπικυρώσαντα αὐτήν, δὲν ἤθελον ἐπικυρώσει τὴν ἀναθεωροῦσαν ταύτην σύμβασιν.

Ἄρθρον 14.

Τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Ἄρθρον δεύτερον

Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐργασίας καθορίζονται τὸ τριμερὲς ὄργανον καὶ ἡ διαδικασία βάσει τῆς ὁποίας θὰ πραγματοποιοῦνται αἱ κατὰ τὰ ἄρθρα 2 καὶ 5 τῆς κυρουμένης διεθνοῦς συμβάσεως προβλεπόμεναι τριμερεῖς συνεννοήσεις ὡς καὶ τὰ τῆς ρυθμίσεως τῆς χρηματοδοτήσεως πάσης ἀναγκαίας ἐκπαιδεύσεως, κατὰ τὸ ἄρθρον 4 τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον τρίτον

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης διεθνοῦς συμβάσεως ἄρχεται δώδεκα μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταχωρίσεως τῆς ἐπικυρώσεώς της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Ἰουλίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ — **ΚΩΝ. ΛΑΣΚΑΡΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Ἰουλίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ